

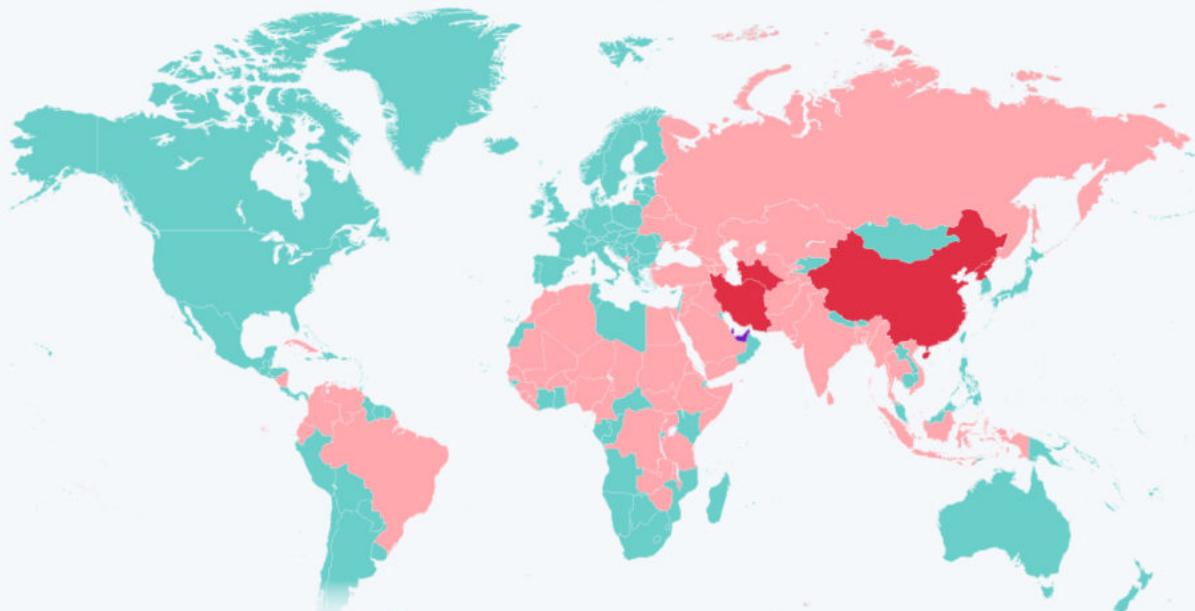
Ecrit par Echo du Mardi le 31 janvier 2022

Ces pays qui bloquent les réseaux sociaux

Ces pays qui bloquent les réseaux sociaux

Carte des pays ayant bloqué l'accès à des réseaux sociaux depuis 2015

- Accès bloqué par le passé ■ Aucune évidence de blocage
- Blocage actuel ■ Blocage actuel de la VoIP/MI



En date du 18 janvier 2022.

Source : Surfshark



statista

Depuis 2015, au moins 72 pays dans le monde ont bloqué ou restreint l'accès à des [réseaux sociaux](#) ou

Ecrit par Echo du Mardi le 31 janvier 2022

applications de communication (voix sur IP, messageries instantanées). C'est ce qui ressort d'une [étude couvrant 193 pays](#) réalisée par la société Surfshark, spécialisée dans la protection de la vie privée et la sécurité des données en ligne. Actuellement, environ 3 % des pays étudiés bloquent l'accès à des réseaux sociaux ou messageries. Tous ces pays sont situés en Asie. En Chine, Corée du Nord, Turkménistan et Iran, ce sont principalement des réseaux sociaux étrangers qui sont bloqués, comme [Twitter](#) et [Facebook](#). Il convient de noter que la Chine possède son propre écosystème national de réseaux sociaux, avec des applications telles que WeChat et Weibo. Quant au Qatar et aux Émirats arabes unis, ils restreignent l'utilisation des appels passés via Internet (voix sur IP), ce qui concerne par exemple des applis comme Messenger, WhatsApp et Skype.

Selon les analystes, ces restrictions sont principalement le fait de [gouvernements non démocratiques](#). Ainsi, on observe que ce sont majoritairement des pays africains et asiatiques (et quelques pays d'Amérique du Sud) qui ont le plus restreint l'accès au réseaux sociaux ces dernières années. Toutefois, dans la plupart des cas, ces restrictions sont temporaires. Parmi les cas les plus récents de blocage, on peut mentionner le Kazakhstan et le Burkina Faso, où d'importantes perturbations d'Internet ont été enregistrées début janvier lors des « manifestations contre la hausse des prix de l'énergie » pour le premier cité, et pendant des « arrestations liées à un présumé coup d'État » pour le second.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)